

Projet « Renforcement de capacités des populations riveraines des Zones Importantes de Conservation des Oiseaux des forêts « Grandes Chutes » à Kindia et « Kounoukan » à Forécariah (Guinée) en conservation de la biodiversité

RAPPORT FINAL

1. Introduction

« Les capacités en gestion des ressources naturelles et conservation de la diversité biologique des collectivités locales riveraines des forêts “Grandes Chutes” et “Kounoukan” sont renforcées », tel est l'énoncé du résultat global du projet.

Dans le but d'atteindre ce résultat, plusieurs activités ont été menées auprès des populations locales avec la facilitation et les conseils techniques de Guinée Ecologie bénéficiant de l'appui financier du CEPF d'un montant de 19.605 dollars US. La durée d'exécution du projet initialement fixée à 12 mois a été prolongée de trois mois à la demande de Guinée Ecologie en consultation avec le bailleur de fonds pour permettre la poursuite de certaines activités qui demandaient plus de temps que prévu dans le plan d'opération.

Ce résultat a-t-il été pleinement atteint au terme de la durée du projet ? En pourcentage, l'évaluation interne a noté le niveau de réussite du projet à 75%. Ce rapport final ressort les objectifs qui n'ont pas été effectivement atteints et les raisons d'un tel manquement, et mentionne les succès obtenus ainsi que les leçons à tirer à partir de là.

2. Activités menées et niveau d'exécution

2.1. La première activité du projet était de mettre en place et d'assurer le bon fonctionnement de comités villageois de conservation de la biodiversité sous la forme d'associations villageoises ou de groupements de soutien des sites importants de conservation de la diversité biologique que sont les forêts de « Grandes Chutes » et de « Kounoukan »

Des groupements ont été effectivement mis en place et fonctionnent assez bien malgré certaines difficultés qui sont évoquées et expliquées plus loin dans ce rapport.

Tout a débuté par l'envoi de missions d'information et de sensibilisation auprès des populations et des autorités locales pour leur expliquer l'importance des sites

ZICO et de la conservation de la biodiversité ainsi que de leur indispensable implication dans la gestion des ressources naturelles locales.

Après les premiers contacts qui ont permis de rappeler les objectifs du projet, des programmes ont été confectionnés et des séances d'information et de sensibilisation ont été tenues à plusieurs reprises. Des rapports de ces missions donnent les détails de leur déroulement.

C'est grâce à ces sessions d'information et de sensibilisation soutenues par l'auto-analyse villageoise qu'il a été possible de mettre en place les groupes de soutien des sites et de déterminer les voies et moyens de leur bon fonctionnement. Les responsables locaux ont été pleinement impliqués et ont activement participé à la constitution de ces groupes de volontaires, les intéressés ayant bien compris que protéger ces sites a des avantages certains pour eux, même si ces avantages ne sont pas perceptibles facilement et ne sont pas disponibles immédiatement.

Les volontaires ont convenu de l'objet social qu'il partage et d'un code de conduite ainsi que d'un programme d'activités, et ont mis en place les organes des comités villageois de conservation de la biodiversité après discussion et adoption des textes y afférents.

Les comités constitués ont été enregistrés officiellement selon la procédure de constitution de groupements forestiers tant au niveau local/préfectoral sous la signature du Préfet qu'au niveau national sous la signature du Directeur National des Eaux et Forêts, comme en font foi les récépissés d'enregistrement.

Quels sont les problèmes qui ont été rencontrés à ce niveau et comment ont-ils été traités ?

Un premier problème a été la nature de l'attente des personnes qui se sont constitués en groupe de soutien du site, attente devenue habituelle au niveau local dès qu'un projet est annoncé, à savoir espérer des bénéfices immédiats de leur participation, ou en tout cas voir le projet apporter une aide financière importante en faveur du développement des localités concernées. C'est pourtant par une explication des objectifs du projet que la mission de Guinée Ecologie avait commencé les entretiens. Il a fallu beaucoup de tact de la part de l'Organisation pour parvenir à maintenir l'intérêt des villageois lorsqu'il leur a été clairement expliqué que ce projet n'apportait pas un important financement pour le développement local mais plutôt les moyens de la préparation d'un plan d'action et le soutien financier de seulement quelques actions pilotes, notamment pour le reboisement.

Il a été évidemment bien expliqué aux populations concernées que la réussite des actions pilotes pourraient faciliter la mobilisation de ressources financières plus considérables compte tenu de l'importance des deux sites pour la

conservation de la biodiversité, et qu'en outre il y a de fortes de chance de voir ces sites devenir bientôt des attractions pour l'écotourisme à cause de la présence d'espèces sauvages protégées, et qu'il est même déjà envisagé de faire de « Kounounkan » un parc national dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de conservation de la biodiversité.

Un autre problème a été la difficulté d'autonomie de fonctionnement des groupes constitués. Guinée Ecologie s'est rendu compte que les groupes ne s'organisaient pas pour entreprendre les activités tant qu'une mission de supervision ne venait pas les assister. Aussi, les responsables des comités mis en place avaient-ils fait un mémorandum pour indiquer que le projet devrait leur apporter une certaine assistance financière pour leur permettre de fonctionner. Ce qui a mis Guinée Ecologie dans un certain embarras car le projet n'avait pas de provision budgétaire pouvant couvrir une telle demande. Finalement c'est à un compromis qu'il a fallu recourir, à savoir que les groupements bénéficieront plutôt d'argent destiné à acheter des plants et à entreprendre le reboisement de parcelles dégradées au niveau des sites à protéger. Les intéressés ont accepté cela sans complètement abandonner leur attente initiale qu'ils voudraient voir prise en compte dans la prochaine phase de l'initiative.

Un an après le démarrage des activités on note une certaine lenteur d'agir des membres des groupements constitués. Certains d'entre eux continuent d'insister sur la nécessité d'un appui plus consistant du projet. Dans l'impossibilité de répondre à cette requête Guinée Ecologie se sent quelque peu frustré de voir se détériorer la bonne image que les populations locales avaient d'elle au départ. Les visites de terrain devenant de plus en plus sporadiques cause des moyens limités, la continuité de l'appui se réduit petit à petit pour ne plus consister qu'en de rares actions de formation de quelques responsables locaux et au reboisement à chaque début de saison des pluies.

Des programmes de formation en gestion de terroirs villageois et en gestion participative des ressources naturelles destinés aux groupements constitués ont été effectivement élaborés et des formations ont été dispensées à une vingtaine de membres des groupements, de même que des outils d'animation sur la gestion des terroirs villageois ont été confectionnés et des produits de communication et de sensibilisation réalisés. Il reste cependant que tous ces outils ne sont pas encore pleinement exploités malgré l'existence d'un centre aménagé et équipé à proximité de la forêt « Grandes Chutes ».

2.2. Aménager et équiper un centre de suivi écologique local sur chacun des deux sites était aussi envisagé dans le plan d'opérations.

Ces deux centres devaient permettre de créer une facilité au niveau local à proximité des deux forêts pour servir à la fois d'observatoire de la biodiversité et de centre de formation. Les moyens disponibles n'ont permis d'aménager pour le moment qu'un seul centre, celui situé à « Grandes Chutes ».

Ce centre est effectivement bien aménagé et dispose de plusieurs facilités dont des salles de réunion/formation, une salle de restauration, une cuisine, des chambres équipées disposant de toilettes internes et destinées à loger des formateurs et un dortoir pour héberger dix stagiaires. Le centre est doté d'eau courante, d'électricité et d'une télévision ainsi que d'équipements informatiques.

Le centre dispose aussi de programmes génériques de formation en gestion participative des ressources naturelles et gestion de terroirs villageois et de programmes d'études pratiques des plantes, des oiseaux, des mammifères, des reptiles et amphibiens. Des formateurs sont disponibles.

Malgré cela cette facilité n'a pas encore été pleinement exploitée. Guinée Ecologie a cependant pris des contacts avec le Ministère de l'Environnement et le Ministère chargé des Eaux et Forêts ainsi qu'avec le Département de Biologie de l'Université de Conakry pour dynamiser le Centre.

Jusque là deux groupes d'étudiants du Département de Biologie de l'Université de Conakry y ont suivi des formations de terrain en inventaire des oiseaux, des plantes et des mammifères. Des représentants des dix districts de la Communauté Rurale de Développement (CRD) de Mambia où se trouve la forêt des Grandes Chutes y ont aussi tenu des sessions d'auto-analyse.

Le problème aujourd'hui de ce centre est le manque de ressources financières pour poursuivre les formations et assurer le suivi écologique de la forêt. Des étudiants souhaitent y recevoir les formations pratiques et les membres des groupes de soutien des sites ZICO souhaitent quant à eux venir y acquérir des capacités, mais le centre n'a pas les moyens de les nourrir durant leur séjour et de payer des encadreurs/formateurs.

Il avait été envisagé de compter sur des ressources pouvant financer les frais récurrents du Centre pour au moins deux ans qui proviendraient d'un projet que BirdLife s'était proposé de soumettre à l'Union Européenne. Cette initiative n'ayant pas abouti à une réponse favorable, Guinée Ecologie a entrepris de chercher une solution alternative qui consiste à mobiliser un partenariat avec des structures nationales responsables de l'environnement et des forêts. L'objectif d'une telle alliance est de pérenniser les programmes de formation des responsables locaux et des membres des groupes de soutien des sites et les programmes de formation de terrain des stagiaires de l'Université guinéenne.

Les frais d'hébergement et d'encadrement de 36 étudiants et 24 responsables et membres des groupes locaux, soit soixante personnes par an ont estimés à 18.000 dollars US. La mise en place de cette ressource financière est la condition sinequanon de la survie du Centre.

2.3. Délivrer des formations aux membres des groupements était la troisième grande activité du projet. L'évaluation a montré que ce qui a été fait jusque là est nettement insuffisant par rapport aux attentes. Les raisons de cette insuffisance ont été données plus haut. Si les moyens financiers recherchés sont réunis, les formations seront effectivement organisées et donneront certainement des résultats appréciables. Guinée Ecologie recherche actuellement ces moyens.

2.4. La quatrième grande activité du projet était de réaliser avec la participation des membres des groupements la monographie des villages riverains des deux forêts.

Les outils nécessaires à la préparation de ces monographies ont été réunis consistant en des démarches à suivre et des fiches d'enquête à utiliser sur le terrain.

Des séances d'animation ont été tenues dans les divers districts concernés dans le but d'évaluer de manière participative les ressources des terroirs villageois, de réaliser des cartes des terroirs villageois avec les groupements et de hiérarchiser avec la participation des groupements les problèmes de gestion des terroirs.

Cependant le problème est que l'évaluation des ressources des terroirs a été faite de manière trop générale comme le montrent les rapports à ce sujet. La participation n'a pas bien fonctionné, les animateurs/enquêteurs n'ayant pas pu faire bon usage des outils qu'ils avaient à leur disposition. Par exemple les GPS n'ont pas été bien utilisés pour déterminer les coordonnées des villages et faciliter ainsi la cartographie des terroirs. Les représentations dessinées sur papier n'étaient pas bien faites car ne permettant pas à un villageois de s'y retrouver facilement.

Quant à la hiérarchisation des problèmes de gestion des terroirs, bien qu'il ait été fait usage de l'outil de diagnostic participatif avec des arbres à problèmes bien chargés, les propositions de solutions n'ont pas été assez pertinentes. Il y avait trop de districts au programme avec des moyens limités de toucher toutes les cibles. Une erreur de planification qui a été soulignée par l'évaluation. Il aurait fallu se limiter à quelques districts pour aller en profondeur et en détail sur les sujets les plus difficiles à cerner comme la tenure foncière.

Les monographies réalisées sont donc incomplètes et telles quelles ne sont pas utilisables comme outils de planification.

Face à cette situation, Guinée Ecologie envisage de compléter les travaux déjà réalisés en renforçant la participation et en améliorant l'utilisation des outils de diagnostic, de représentation et d'analyse.

L'expérience de terrain aidant l'Organisation a maintenant une meilleure estimation du coût de la monographie complète d'un district et une meilleure idée des contraintes à prendre en compte dans la planification d'un tel travail.

Les activités 2.5. - Formaliser démocratiquement les structures de gestion des terroirs, 2.6. - Elaborer de manière participative les plans à court, moyen et long terme de gestion de terroir par village, 2.7. - Elaborer des plans annuels de gestion terroirs et 2.8. - Exécuter des actions de gestion terroirs n'ont pas été réalisées.

La raison de cette non réalisation est que ces activités dépendaient beaucoup des résultats des activités précédentes, notamment celles mentionnées au point 2.4. Et comme, d'une part, les résultats 2.4. en question étaient insuffisants, et d'autre part, les moyens financiers pour engager plus de compétences étaient aussi insuffisants, l'évaluation a suggéré de rééchelonner les activités non réalisées dans une nouvelle programmation en prenant soin de corriger les erreurs de planification enregistrés aux étapes précédentes et de réunir des ressources financières suffisantes.

Cependant, à défaut d'actions planifiées de gestion de terroir, Guinée Ecologie a appuyé avec succès des actions de reboisement dans dix districts de la CRD de Mambia durant deux saisons et envisage de poursuivre cet appui.

☐ Leçons apprises

En dépit des efforts soutenus pour réussir pleinement, Guinée Ecologie clôture cette phase du projet financée par le CEPF avec la frustration de n'avoir pas pu atteindre l'ensemble des objectifs visés.

Cependant, à travers les activités de ce projet, l'Organisation a acquis une expérience considérable et a développé ses capacités.

Une des épreuves les plus difficiles pour Guinée Ecologie aura été la consultation des populations sur les questions foncières liées à la gestion participative des terroirs. Malgré les outils dont disposait l'organisation et l'expérience acquise dans ce domaine pour avoir facilité des ateliers sur les questions foncières pour d'autres projets, plusieurs obstacles n'ont pas pu être surmontés par les personnes-ressources qui ont été envoyées sur le terrain rencontrer les populations. Celles-ci ont montré une grande résistance à discuter du foncier et n'avaient d'intérêt que pour les éventuels appuis que le projet pourrait leur apporter dans leur exploitations actuelles. Chez certains exploitants non propriétaires, soulever cette question était même repoussé parce qu'ils craignaient d'être en conflit avec les propriétaires qui questionnaient sur les intentions de Guinée Ecologie. Nous avons compris cette résistance lorsque nous avons pris une plus ample connaissance de l'émergence d'une forte spéculation foncière dans les localités qui sont avoisinantes de la capitale

Conakry qui est le cas de Kindia et de Forécariah en plus de Dubréka et de Coyah. En fait dans ces localités, il y a depuis quelques années beaucoup de transactions foncières irrégulières avec des ventes de parcelles de terrain qui se font un peu n'importe comment.

Sans reculer, Guinée Ecologie juge néanmoins nécessaire de revoir sa stratégie pour parvenir à l'établissement d'un profil de la tenure foncière actuelle sans laquelle il deviendra difficile de faire la planification participative de la gestion des terroirs. Pour le moment, l'organisation se concentrera sur une échelle plus petite en se limitant aux deux districts les plus proches des deux forêts.

Il ressort ainsi de l'évaluation finale l'impérieuse nécessité d'informer davantage les populations locales sur les causes et les conséquences de la dégradation des ressources naturelles et la perte de la diversité biologique. On note en effet que ces populations ne mesurent pas toujours la gravité de la situation et de ce fait ne comprennent pas l'urgence d'une gestion durable de ces ressources qui passe nécessairement par la planification participative des terroirs villageois.

L'intérêt porté par les responsables locaux et les membres des groupes de soutien des sites constitue une autre leçon et non des moindres de cette phase du Projet. Le désir d'apprendre est réel et la disponibilité ne fait pas défaut. Mais les moyens du projet dans sa phase actuelle sont malheureusement insuffisants pour répondre à la demande de formation et de renforcement des capacités locales en gestion des ressources naturelles.

Il faut en outre que l'organisation dispose de plus d'informations cartographiques pour l'élaboration participative de plans de gestion. Cela a fait défaut et a joué sur les résultats. L'utilisation de photographies aériennes de la zone des Grandes Chutes avait été envisagée en faisant appel à l'aide de la Compagnie minière Ruski Alumini qui exploite la bauxite dans une concession minière qui englobe la forêt classée. Mais cette requête n'a pas eu de suite favorable.

Dans l'ensemble Guinée Ecologie a, d'une part, appris beaucoup sur les meilleures démarches et pratiques à mettre en œuvre pour conduire des consultations locales en matière de gestion participative des ressources naturelles et, d'autre part, les populations locales ont tiré un grand bénéfice à collaborer avec l'Organisation qui leur a apporté une contribution significative dans la recherche des solutions aux problèmes de conservation de la nature et de gestion des terroirs. Mais tout cela ne marque qu'un début d'un long processus qui mérite d'être poursuivi, amplifié et soutenu par des financements plus importants.



RAPPORT FINANCIER FINAL

Postes	Total prévu en \$US	Exécuté Août-Sept.Oct.	Exécuté Nov.Déc.04-Jan05	Exécuté Fév.-Mars-Avril05	Exécuté Mai-Juin-Juillet-05	Exécuté Août-Sept.-Oct.05
Honoraires						
Chef de Projet 1 (9 mois)	2250	1250	600	0	200	200
Consultants nationaux 6 (6mois)	3000	1200	1800	0	0	0
Stagiaires 4 (36h/mois)	4800	1200	2400	600	600	0
Personnes-Ressources locales (18h/mois)	1600	0	0	1200	200	200
Sous-total	11650	3650	4800	1800	1000	400
Consommables						
Bureau	600	248	200	76	76	0
Terrain	600	260	180	125	35	0
Sous-Total	1200	508	380	201	111	0
Matériels/Equipements de recherche						
Matériels	500	325	175	0	0	0
Equipements	200	120	80	0	0	0
Sous-total	700	445	255		0	0
Maintenance						
Equipement	100	45	55	0	0	0
Véhicule	500	245	255	0	0	0
Sous-total	600	290	310		0	0
Missions de terrain						
Logement, nourriture, etc.	1200	340	480	380	0	0
Carburant véhicule	2000	675	700	500	125	0
Sous-total	3200	1015	1180	880	125	0
Frais d'administration/gestion						
Frais d'administration/gestion	2255	1750	0	0	0	505
Sous-total	2255	1750	0	0	0	505
Grand Total	19605	7658	6925	2881	1236	905